

Construire une nouvelle voie pour le socialisme et l'indépendance

La coopération entre la Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL) et les syndicats d'Afrique de l'Ouest et centrale (1958-1968)

Gabriele Siracusano

Mise en ligne : décembre 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.060709>

Résumé

Cet article est consacré à un regard extérieur porté sur certains syndicats progressistes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale depuis 1958 jusqu'en 1968. Il s'agit du point de vue de la Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL), le plus important syndicat italien, proche du Parti communiste et de la gauche socialiste. Les sources syndicales italiennes et leurs perspectives montrent l'importance de la lutte anticoloniale pour la CGIL. La CGIL établit des relations étroites avec les syndicats de Guinée, du Mali et du Ghana, liés aux partis au pouvoir dans ces pays, encourageant ainsi leurs ambitions panafricaines. Parallèlement, ils entretiennent des relations étroites avec les syndicats clandestins du Cameroun et de l'ancien Congo belge, en devenant leur intermédiaire auprès de la Fédération syndicale mondiale et en les aidant par le biais d'une coopération concrète. La CGIL utilise les catégories interprétatives du mouvement syndical italien pour analyser les syndicats africains et, en dialoguant avec eux, tente de renforcer sa position au sein de la FSM. Les documents de la CGIL contiennent également un noyau de correspondance produite par les syndicats africains eux-mêmes et envoyée en Italie.

Mots-clés : Italie ; Guinée ; Mali ; ex-Congo Belge ; Cameroun ; Union syndicale panafricaine

Building a New Path to Socialism and Independence. Cooperation between the Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) and the Trade Unions of West and Central Africa (1958-1968)

Abstract

This article takes an outside look at some progressive trade unions in West and Central Africa. This is the point of view of the *Confederazione generale italiana del lavoro* (CGIL), the largest Italian trade union, close to the Communist Party and the socialist left. The Italian trade union sources and their perspectives show the importance of the anti-colonial struggle for the CGIL. The CGIL established close relations with the trade unions in Guinea, Mali and Ghana, which were linked to the ruling parties in those countries, thereby encouraging their pan-African ambitions. At the same time, they maintained close relations with the underground unions in Cameroon and Congo, becoming their intermediary with the World Federation of Trade Unions and helping them through practical cooperation. The CGIL uses the interpretative categories of the Italian trade union movement to analyse African trade unions and, through dialogue with them, seeks to strengthen its position within the WFTU. The CGIL documents also contain a core of correspondence produced by the African unions themselves and sent to Italy.

Keywords: Italy; Guinea; Mali; ex-Belgian Congo; Cameroon; All Africans Trade Union Federation



Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-Non-Commercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0). <https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>
<https://oap.unige.ch/journals/rhca> e-ISSN: 2673-7604

L'histoire du syndicalisme en Afrique pendant la période de décolonisation a été étudiée sous différents angles. Certains travaux se sont penchés sur la genèse des syndicats africains, leurs activités ou leurs liens avec les organisations métropolitaines auxquelles ils étaient à l'origine affiliés¹. D'autres ont étudié leurs positionnements idéologiques à travers leurs évolutions, leurs relations avec les gouvernements locaux, mais aussi leurs liens internationaux analysés soit du côté africain, soit du point de vue des acteurs extérieurs². Cet article invite à opérer un pas de côté à l'égard de cette historiographie en analysant les liens tissés entre la Confederazione generale italiana del lavoro (CGIL) et les syndicats africains du Mali, de la Guinée, de l'ancien Congo belge et du Cameroun. Si la CGIL est membre de la Fédération syndicale mondiale (FSM), elle a des spécificités qui en font une confédération singulière au sein du mouvement ouvrier international. Proche des interprétations du Parti communiste italien (PCI), elle porte dans les années 1960 une voix originale quant à la nécessité d'édifier des « voies nationales » vers le socialisme, et plaide pour l'élargissement du front anti-impérialiste aux pays nouvellement indépendants. L'engagement de la CGIL envers des secteurs de la société souvent considérés avec suspicion par le mouvement ouvrier est significatif de son originalité. Le syndicat italien déploie aussi ses efforts vers les campagnes, la fonction publique et la classe moyenne³, envisagées comme les leviers de la construction d'un mouvement de masse⁴.

L'étude de la coopération entre la CGIL et les syndicats africains offre aussi un regard novateur sur l'histoire de la Guerre froide, dont l'historiographie a connu de profonds renouvellements ces dernières décennies⁵. Plusieurs recherches ont été consacrées aux connexions internationales des socialismes africains, à la circulation des savoirs et des idéologies entre l'Afrique et le camp socialiste⁶ ou encore aux effets de cette coopération sur les transformations socioculturelles des sociétés africaines⁷. S'intéresser au rôle de la CGIL dans les relations entre le mouvement communiste et ouvrier et le socialisme africain participe de cette historiographie. La CGIL représente un vecteur d'information et de formation entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, assumant une fonction de lien entre les travailleurs africains, ceux de la Communauté européenne et ceux du bloc socialiste. En se focalisant sur la CGIL, qui œuvre à l'établissement d'alliances anti-impérialistes en dehors du seul bloc socialiste, ce travail déplace le regard au-delà des seules relations entre syndicats des anciennes métropoles et leurs colonies⁸, et éclaire un réseau de relations entre l'Afrique et le camp socialiste via le mouvement syndical italien.

Entre 1958 et 1968, la CGIL se présente comme l'interlocuteur européen le plus en phase avec les revendications des travailleurs africains. Dans son analyse de la société italienne, elle opère une différenciation entre le contexte industrialisé du Nord et celui du Sud paysan, qu'elle compare souvent aux sociétés colonisées. À cela s'ajoute la place centrale que le syndicat italien accorde à la fonction publique : dans le cadre de la reconstruction institutionnelle post-Seconde Guerre mondiale, les travailleurs doivent purger l'administration italienne de ses héritages fascistes⁹. La CGIL compare ainsi les situations italienne et africaine, où les pays nouvellement indépendants doivent remplacer les salariés européens par des salariés locaux.

¹ Gueye Omar (2011), *Sénégal : histoire du mouvement syndical – La marche vers le Code du travail*, Paris, L'Harmattan ; Thiam Iba Der (1993), *Histoire du mouvement syndical africain : 1790-1929*, Paris, L'Harmattan ; Fall Babacar (2006), « Le mouvement syndical en Afrique occidentale francophone. De la tutelle des centrales métropolitaines à celle des partis nationaux uniques, ou la difficile quête d'une personnalité (1900-1968) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 84(4), pp. 49-58 ; Cooper Frederick (1996), *Decolonization and African Society. The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.

² Blum Françoise (2013), « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'Université ouvrière africaine, 1960-1965 », *Revue historique*, 3, pp. 661-669.

³ Le concept de classe moyenne dans l'Italie des années 1960 englobe un agrégat insaisissable, souvent identifié à la couche sociale liée aux bureaux et aux administrations et bénéficiant surtout du boom économique italien de ces années-là ; voir Asquer Enrica (2011), *Storia intima dei ceti medi. Una capitale e una periferia nell'Italia del miracolo economico*, Rome-Bari, Laterza.

⁴ Loreto Fabrizio et Pepe Adolfo (2017), *Storia della CGIL. Dalle origini ad oggi*, Rome, Futura.

⁵ Westad Odd Arne (2006), *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press ; voir aussi Lorenzini Sara (2019), *Global Development : A Cold War History*, Princeton, Princeton University Press.

⁶ Blum Françoise et al. (dir.) (2021), *Socialismes en Afrique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme ; Katsakioris Costantin (2007), « Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante », *Outre-Mers*, 94(354), pp. 83-106.

⁷ Rillon Ophélie et Smirnova Tatiana (2017), « Quand des Maliennes regardaient vers l'URSS (1961-1991). Enjeux d'une coopération éducative au féminin », *Cahiers d'études africaines*, 226, pp. 331-354.

⁸ Dewitte Philippe (1981), « La CGT et les syndicats d'Afrique occidentale française (1945-1957) », *Le mouvement social*, 117, pp. 3-32.

⁹ Del Biondo Ilaria (2006), « Dalla caduta del fascismo al centro-sinistra (1944-1962). La politica sindacale del pubblico impiego », in P. Iuso (dir.), *La sindacalizzazione del pubblico impiego : dalle origini delle rappresentanze alla funzione pubblica*

Au tournant des décolonisations, la CGIL développe des relations avec différents syndicats du continent africain : en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Égypte et Maroc), dont il ne sera pas question ici, mais aussi en Afrique subsaharienne et en particulier avec les syndicats de Guinée, du Mali, du Congo Léopoldville (plus tard Kinshasa) et du Cameroun. Du point de vue de la CGIL, les États du Mali et de la Guinée constituent, jusqu'à la fin des années 1960, des exemples d'expériences politiques et syndicales « progressistes ». La relation avec les syndicats maliens ou guinéens passe par le parti au pouvoir et donc par l'État. Dans le cas du Mali et de la Guinée, les syndicats font partie de la vie publique et sont considérés comme un instrument de construction politique et identitaire. En revanche, les liens de la CGIL avec les syndicalistes du Cameroun et du Congo relèvent d'autres dynamiques. Dans ces pays secoués par des guerres civiles et assujettis à des gouvernements « réactionnaires », la CGIL apporte un soutien matériel clandestin aux syndicats et militants anticoloniaux réprimés.

Les sources produites par la CGIL¹⁰ dans le cadre de sa coopération avec le mouvement syndical africain illustre l'originalité de son positionnement idéologique mais aussi les nombreux biais avec lesquels le syndicat italien appréhende les sociétés africaines. Sa volonté de relire l'histoire et l'avenir en attribuant un rôle de premier plan à certains pays africains considérés comme progressistes est saisissante. Mais ces sources, par-delà les stéréotypes eurocentrés qu'elles charrient, fournissent de précieuses informations sur la construction de réseaux d'entraide et de solidarités concrètes. Par ailleurs, ces fonds italiens et ceux de la FSM¹¹ contiennent une grande quantité de documentation provenant de l'Union générale des travailleurs de l'Afrique noire (UGTAN)¹², de l'Union syndicale panafricaine (USPA) et de syndicats clandestins au Congo et au Cameroun. Les voix africaines sont donc loin d'être absentes de ces corpus. Elles surgissent dans les documents de propagande produits par les syndicats du continent mais aussi dans l'importante correspondance qu'ils entretenaient avec des dirigeants italiens (plus de deux cents lettres pour la période 1960-1965). Cette correspondance témoigne des relations amicales tissées entre les syndicalistes de la CGIL, les dirigeants de l'UGTAN et les syndicalistes congolais, tout en éclairant les malentendus qui ont parfois accompagnés cette coopération syndicale internationale.

Le rôle des syndicats dans l'édification socialiste en Afrique de l'Ouest

À partir de 1956, les communistes italiens s'intéressent à la décolonisation africaine qu'ils envisagent comme un facteur favorable à la diffusion du socialisme¹³. Cet intérêt porté à l'Afrique et à ses mouvements politiques et syndicaux conduit la CGIL à nouer des relations avec les syndicats des pays décolonisés qui semblent avoir le plus de contacts avec le bloc socialiste, à savoir les syndicats guinéens et maliens. Grâce à leurs contacts avec la CGT française, les Italiens établissent des relations amicales avec les organisations africaines francophones en se proposant comme interlocuteurs européens de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG) et de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM). Si la structuration sociale des pays africains pose problème à la CGIL, qui n'y retrouve pas les divisions de classe existant en Europe, elle n'en considère pas moins qu'une révolution nationale menée par les masses est à l'œuvre dans ces pays. À ses yeux, le dialogue de la classe ouvrière et de la paysannerie européenne avec les travailleurs africains doit donc intégrer ces différences structurelles nées de la domination coloniale qui aurait empêché la construction d'un prolétariat conscient. La vision de la CGIL rejoint ainsi celle du président guinéen Sékou Touré, ancien secrétaire de l'UGTAN, qui rejette toute forme de classisme et incarne, pour les Italiens, l'anti-impérialisme et une voie africaine du socialisme¹⁴.

En juillet 1959, le journal du PCI, *L'Unità*, publie un reportage du journaliste, intellectuel et ancien partisan Guido Nozzoli, de retour de Guinée où il avait passé un mois et s'était entretenu avec Edge N'Diaye, dirigeant du syndicat des mineurs guinéens. La question de la « libération totale » et celle de la

Cgil, Rome, Ediesse, pp. 291-330.

¹⁰ Disponibles aux Archives historiques de la CGIL, Rome (Italie).

¹¹ Archives de la FSM conservées aux archives départementales de Seine-Saint-Denis (France).

¹² Il s'agit d'une centrale syndicale fondée en 1957 et rassemblant plusieurs syndicats de l'Afrique francophone, dont les organisations guinéennes et maliennes.

¹³ Pons Silvio (2021), *I comunisti italiani e gli altri. Visioni e legami internazionali nel mondo del Novecento*, Turin, Einaudi, pp. 211-233.

¹⁴ Fall B., « Le mouvement syndical en Afrique... », art. cité. Voir aussi l'article sur les grèves en Guinée dans ce numéro.

réappropriation de l'identité de citoyen et de travailleur sont au centre de leur discussion publiée dans le journal. Selon Nozzoli, la lutte des travailleurs africains n'a jamais bénéficié du « patronage » des syndicats métropolitains, ces derniers étant porteurs de « formules [...] étrangères voire néfastes à l'Afrique en général et à la Guinée en particulier¹⁵ ». Il y explique que les catégories européennes ne peuvent convenir à des pays où la structuration en classes a été freinée par le joug colonial. Si le « progrès humain » a ainsi été interrompu, la lutte pour la libération s'accompagne d'une modernisation qui passe nécessairement par l'unité des masses populaires par-delà les divisions et autres « contrastes superstructurels¹⁶ ». Selon Nozzoli, le classisme des syndicats français nuit aux luttes des travailleurs guinéens et favorise les divisions idéologiques entre marxistes, libéraux et catholiques. À l'inverse, l'impulsion unitaire de l'UGTAN favoriserait une recomposition du front anticolonial en lui donnant un caractère purement anti-impérialiste. Les analyses de Nozzoli s'inscrivent ainsi dans une vision où le politique et le syndical sont étroitement liés et évacuent l'enjeu de l'autonomie des syndicats africains, pourtant au cœur de leurs relations parfois conflictuelles avec les États nouvellement indépendants.

Les dirigeants de la CGIL, du fait de leur rôle actif dans la FSM, ont noué des relations avec l'UGTAN en matière de formation syndicale. Si ce sont essentiellement des Français, en particulier le dirigeant de la Confédération générale du travail (CGT), Maurice Gastaud, qui gèrent l'Université ouvrière africaine (UOA) créée par l'UGTAN et la FSM à Conakry, la pédagogie, et pas seulement la pédagogie syndicale, reste la priorité de la CGIL en Afrique. Bruno Trentin, vice-secrétaire de la CGIL¹⁷, intervient lors du Congrès panafricain des syndicats d'enseignants à Conakry à l'été 1960, en soulignant que les luttes en Guinée et au Mali servent d'exemple aux jeunes et aux travailleurs italiens. Trentin s'adresse aux enseignants parce qu'ils font partie d'une fonction publique en expansion. Ce sont eux qui sont chargés de former la population et de la sensibiliser politiquement. Il voit en eux l'instrument de la renaissance culturelle africaine. Avec Luigi Grassi, dirigeant communiste de la CGIL et secrétaire de la FSM également présent à Conakry, il noue des contacts étroits avec les enseignants guinéens. Lors de son intervention à la conférence des syndicats d'enseignants, Grassi assure l'UGTAN du soutien de la FSM dans la formation des cadres¹⁸. L'engagement des syndicalistes italiens auprès des syndicats d'enseignants guinéens va cependant être brutalement interrompu l'année suivante lorsqu'une crise politique éclate entre le gouvernement guinéen et le milieu scolaire. La violente répression qui frappe alors les étudiants et enseignants de Guinée¹⁹ ne suscite aucune réaction italienne. Les sources de la CGIL et du PCI restent muettes sur ce « complot des enseignants²⁰ ». Les relations avec Sékou Touré et l'UGTAN étaient bien trop importantes pour risquer d'être entravées par une quelconque critique.

En décembre 1960, Pino Tagliazucchi et Mario Giovannini se rendent au Sénégal, en Guinée et au Mali²¹. Le voyage de ces deux syndicalistes est exemplaire pour comprendre l'approche des Italiens sur les questions du travail en Afrique de l'Ouest. Tous deux s'occupent du secteur administratif et en particulier des fonctionnaires, voyant en eux les acteurs majeurs de la construction d'une nouvelle Afrique. L'accent n'est donc pas mis sur une classe ouvrière minoritaire mais sur l'émergence d'une classe d'employés conçue comme le levier de la réappropriation administrative par l'État postcolonial. La gestion du bien public au Sénégal, en Guinée et au Mali est au centre de l'attention des deux syndicalistes. Selon Giovannini et Tagliazucchi, la différence entre les pays anti-impérialistes et néo-colonialistes réside précisément dans la condition des fonctionnaires. Ils voient dans la participation des fonctionnaires à la vie publique et dans leur capacité à développer une conscience politique et syndicale, le résultat d'un effort socialiste pour une cogestion de

¹⁵ Nozzoli Guido, « La lotta anticoloniale al centro dell'azione sindacale in Africa », *L'Unità*, 4 juillet 1959.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Puis responsable de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FIOM) et enfin secrétaire général du syndicat.

¹⁸ Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS), fonds Paul Delanoue (FPD), b. 15, 4-pd-3G, iii, Conférence mondiale des enseignants, Interventions de B. Trentin et L. Grassi, 27 juillet - 2 août 1960 ; Blum F., « Une formation syndicale... », art. cité.

¹⁹ Pauthier Céline (2016), « Indépendance, nation, révolution : les enjeux du "complot des enseignants" de 1961 en Guinée », in F. Blum, P. Guidi, O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1960*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 31-56.

²⁰ Blum F., « Une formation syndicale... », art. cité.

²¹ Giovannini est le leader du syndicat des travailleurs des administrations locales, la FNDEL (Federazione nazionale dipendenti enti locali, adhérant à la CGIL). Tagliazucchi est militant du Partito socialista di unità proletaria (PSIUP, petit parti allié au PCI) et s'intéresse à la lutte anticoloniale. Ces deux dirigeants italiens jouent un rôle de premier plan dans la FSM et dans les relations avec les syndicats africains. Gianfagna Andrea (dir.) (2007), *Gli uomini e le donne della CGIL. Le Segreterie confederali, delle Federazioni nazionali di categoria, delle CGIL regionali, delle Camere del Lavoro*, Rome, Ediesse, pp. 151-152.

l'État. Conakry apparaît à Giovannini comme « une oasis de fraîcheur spirituelle²² », en contraste avec Dakar, décrite comme une ville corrompue par le néocolonialisme. En s'entretenant avec Seydou Diallo, leader de la CNTG et de l'UGTAN, les délégués italiens renforcent leurs contacts et envisagent d'inviter une délégation guinéenne à Rome²³.

Les relations avec l'UNTM au Mali sont inaugurées par un voyage de Vincenzo Galetti à Bamako en 1960. Syndicaliste à la CGIL et responsable de l'agriculture dans la FSM, Galetti est le dirigeant le plus apte à dialoguer avec les Maliens, dont la plupart sont liés au secteur agricole. Galetti apprécie les réformes mises en œuvre par le gouvernement malien avec l'aide du syndicat national. D'après lui, celles-ci constituent une synthèse efficace entre la collectivisation socialiste et les traditions locales : les fermes collectives lui semblent être un facteur d'éducation politique et syndicale des paysans, tout en restant fidèles à la structure du travail dans « le village africain ». Le voyage de Galetti permet également de réaffirmer la proximité de la FSM avec les paysans africains, en faisant l'impasse sur l'attrance des dirigeants maliens pour les idées maoïstes²⁴.

Après le voyage de Galetti, une délégation malienne vient en Émilie-Romagne et en Toscane en 1961 pour observer les activités de la CGIL auprès des agriculteurs et des métayers. Les délégués africains s'arrêtent en Italie à leur retour de Hongrie où ils ont pu observer l'organisation agricole socialiste²⁵. Les expériences hongroises et italiennes ont pour objectif de montrer aux Maliens la possibilité d'une synthèse socialiste entre une économie agraire collectiviste et une économie de métayage, afin d'augmenter la productivité tout en limitant la spéculation. L'UNTM malienne est alors considérée comme « l'expérience la plus intéressante en Afrique de l'Ouest », selon les mots d'Antonio Lettieri²⁶. Ce dernier rencontre des syndicalistes maliens lors d'un congrès de l'Union syndicale panafricaine (USPA) en Algérie en 1962. Le secrétariat de la CGIL est alors impressionné par les orientations politiques exprimées au cours de la conversation. La CGIL voit ainsi dans l'UNTM l'un des instruments les plus importants pour la construction du socialisme au Mali par la participation des masses laborieuses. Le secrétaire général de la CGIL, Agostino Novella, invite ensuite le dirigeant du syndicat africain, Mamadou Sissoko, à Rome pour nouer des contacts plus étroits²⁷. En 1963, Lettieri demande à envoyer une délégation au premier congrès du syndicat malien, événement d'autant plus important qu'il vise à définir le rôle de l'UNTM dans la construction du socialisme dans le pays.

Panafricanisme et autonomie syndicale

Pendant leur voyage en Afrique de l'Ouest, Giovannini et Tagliazucchi font face à deux problèmes principaux. Le premier concerne le rôle du syndicat dans la politique guinéenne et son autonomie par rapport au pouvoir central. Aux yeux des Italiens, les orientations idéologiques de Seydou Diallo ne permettent pas de renforcer le travail syndical auprès des nouvelles classes administratives et paysannes, ni de construire un syndicalisme africain avec des perspectives autonomes. Selon Tagliazucchi, le leader de la CNTG est victime d'une formation ouvriériste qui confine son syndicat et l'UGTAN à la seule Guinée. Lorsque les deux syndicalistes italiens lui demandent des éclaircissements sur les problèmes du travail agricole, Seydou Diallo nie l'existence de tout problème dans l'agriculture. Cette position, selon Giovannini et Tagliazucchi, est le fruit d'une perception du secteur agricole comme un milieu réactionnaire. Cela dénoterait une méconnaissance du côté italien des différences régionales et de l'opposition entre rural et urbain en Guinée. Du point de vue de la CGIL, en revanche, l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs est essentielle pour construire une politique agricole moderne, former une classe paysanne consciente et renforcer le rôle du syndicat dans la société africaine²⁸.

²² CGIL, Archivio confederale (AC), serie 3, b. 8, f. 32, compte-rendu de M. Giovannini sur son voyage en Afrique, décembre 1960 et « Senegal e Guinea », s.d.

²³ *Ibid.*

²⁴ Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (ADSSD), FSM, 450 J 1014, Mali 1960-65, Communiqué, 18 mai 1961. L'acronyme UNTM apparaît déjà à cette époque, bien que le premier congrès du syndicat ait eu lieu en 1963.

²⁵ CGIL, AC, b. 23, f. 27 (Mali 1961-1963), lettre du bureau international de la CGIL à l'UNTM, 2 février 1961.

²⁶ Militant calabrais du PSIUP, dirigeant du bureau international de la CGIL et puis dirigeant de la Federazione italiana operai metalmeccanici (FIOM). CGIL, AC, b. 23, f. 27 (Mali 1961-1963), note d'A. Lettieri au secrétariat, 1963 ; Gianfagna A., *Gli uomini e le donne...*, op. cit., p. 116.

²⁷ CGIL, AC, b. 23, f. 27 (Mali 1961-1963), lettre du bureau international de la CGIL à Mamadou Sissoko (UNTM), 28 janvier 1963.

²⁸ CGIL, AC, b. 23, f. 27 (Mali 1961-1963), compte rendu de voyage de Giovannini et Tagliazucchi, décembre 1960.

L'autre problème concerne le rapport avec le pouvoir politique et l'autonomie syndicale. Tagliazucchi, qui voit d'un bon œil la présence de syndicalistes au sommet de l'État, n'est pas non plus aveugle aux difficultés engendrées par ce lien étroit avec le pouvoir. Il considère que le potentiel de développement autonome des syndicats dans des pays comme la Guinée est limité par leurs « relations avec les groupes de pouvoir²⁹ ». La situation guinéenne est paradoxale car le classisme de la CNTG se heurte aux directives unitaires de Sékou Touré. En 1961, après le Congrès syndical mondial de la FSM, Tagliazucchi exprime sa déception devant l'insuffisance des analyses présentées par les dirigeants du mouvement syndical international, qu'il juge tributaires de schémas dogmatiques inapplicables en Afrique. Il a lui-même analysé la situation syndicale dans les pays africains progressistes pour la section internationale de la CGIL, en se concentrant sur la situation économique et sociale dans ces États où l'objectif est d'abord d'élever le niveau de vie. Selon Tagliazucchi, la fonction syndicale en Afrique dépend du « rapport entre syndicats, partis et groupes de pouvoir et donc des voies de l'autonomie syndicale ; de l'unité au niveau national et interafricain³⁰ ».

Pour l'Italien, le lien avec le pouvoir politique est donc fonction des rapports de force et des caractéristiques idéologiques inhérentes aux nouveaux États africains qui n'acceptent pas de médiation dans les choix décisifs en matière économique. Tagliazucchi promeut ainsi une interprétation plutôt eurocentrée de la situation africaine qui découle d'un historicisme marxiste marqué : « L'organisation syndicale se trouve [...] opérer dans une société qui, en raison de ses structures et de ses traditions, ne tolère pas d'articulations complexes et dans laquelle, par conséquent, la conquête et l'exercice du pouvoir sont souvent élémentaires³¹ ». Selon lui, le colonialisme a maintenu les anciennes structures traditionnelles, freinant le progrès et conditionnant le développement politique et syndical des sociétés africaines. Le syndicat africain « est [...] une force visant à la conquête du pouvoir en même temps qu'à l'organisation politique ; ou bien il est une force de direction et d'orientation de l'opposition populaire³² ». Au-delà de ces fonctions, il se retrouve isolé, réduit à ne représenter que le prolétariat urbain, ou subordonné au pouvoir politique et économique. Au contraire, selon Tagliazucchi, ce sont les syndicats qui devraient inspirer la politique de l'État ou s'y opposer dans les pays néocoloniaux³³.

En dépit de ces divergences sur la doctrine syndicale, la coopération entre Italiens et Guinéens se poursuit car la CGIL estime que le syndicat en Guinée a une fonction clé pour la structuration socialiste du pays. En mai 1962, une délégation de la CNTG guinéenne rencontre à Rome une délégation de la CGIL conduite par Agostino Novella, secrétaire général, et Silvano Levrero, communiste, responsable des affaires étrangères et ancien dirigeant de la chambre du travail de Naples³⁴. Il en résulte un communiqué commun dans lequel les deux organisations prennent position contre la pénétration des monopoles occidentaux et élaborent des stratégies de luttes communes malgré leurs situations nationales différentes. L'objectif est de renforcer la collaboration pour promouvoir l'unité du mouvement syndical, instrument de lutte pour la paix, contre l'impérialisme et pour l'amélioration du niveau de vie des travailleurs³⁵.

Les relations avec la CNTG et l'UNTM amènent la CGIL à soutenir et à apprécier leurs tentatives d'unité panafricaine. Elle considère que l'union des travailleurs face à l'oppression est indispensable pour l'édification d'une société nouvelle. La création de l'Union des syndicats panafricains (USPA) à Casablanca en 1961 est bien accueillie par la CGIL. Les syndicats africains anti-impérialistes échappent ainsi à l'isolement et peuvent jouer leur partition dans la structuration socialiste³⁶.

La création de l'USPA a été suivie de près par la CGIL qui y voit une tentative de dépasser les clivages minant le syndicalisme africain et d'éviter les divisions politiques de la Guerre froide. Le bureau international envoie Tagliazucchi à Casablanca, pour assister au congrès fondateur de la Centrale panafricaine. La CGIL et la CGT sont les seuls syndicats « des pays capitalistes à être présents³⁷ ». Malgré les appels à l'unité et à l'autonomie, Tagliazucchi relève les références paradoxales du roi Hassan II du Maroc – dont le discours ouvre

²⁹ Fondazione Gramsci (FG), Archivio del PCI (APCI), Mf 0484, 1418-1446, P. Tagliazucchi, annotations sur la situation syndicale internationale, 23 avril 1961 (trad. De l'auteur).

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

³⁴ Gianfagna A., *Gli uomini e le donne...*, op. cit., pp. 312-313.

³⁵ CGIL, AC, b. 22, f. 20, « Guinée », communiqué conjoint CGIL-CNGT, 30 mai 1962.

³⁶ Fontaneau G., *Histoire du syndicalisme...*, op. cit., pp. 67-72 ; CGIL, AC, b. 190, f. 15, I Congresso sindacale panafricano (Casablanca 25-30 maggio 1961).

³⁷ CGIL, AC, b. 190, f. 15, annotation du bureau international de la CGIL [Tagliazucchi] à propos de Casablanca, 1961.

la session – à la subordination du syndicat à l'État, seule synthèse concrète des aspirations des travailleurs. Les conditions propices à l'autonomie syndicale s'amenuisent malgré les références de dirigeants comme Mamadou Sissoko ou Seydou Diallo au non-alignement, au panafricanisme et à la désaffiliation de toutes centrales internationales³⁸.

Pour autant, la Charte de Casablanca inscrit dans ses statuts l'autonomie syndicale par rapport aux gouvernements et aux superpuissances mondiales qui ne devraient pas s'occuper des affaires africaines. La non-ingérence s'étend aux principes idéologiques, puisque l'USPA se réfère à son identité spécifiquement africaine. Il s'agit ainsi, une fois de plus, d'établir une distinction claire entre la réalité des pays industrialisés et celle des nouveaux États africains, dont l'objectif premier est de parvenir à l'indépendance totale. La nouvelle organisation se place sous l'égide du mouvement des non-alignés, contestant l'ordre bipolaire. Cependant, sa condamnation claire de l'impérialisme et ses références à des solutions socialistes en font un interlocuteur idéal pour la FSM. Cette organisation n'en est pas moins elle-même secouée par des tensions entre ceux qui veulent dialoguer avec les réalités panafricaines et les détracteurs des solutions socialistes en dehors des dogmes marxistes-léninistes. La CGIL fait valoir la nécessité de respecter l'autonomie des syndicats africains, non seulement politique mais aussi idéologique, qui opèrent dans des conditions différentes du contexte européen. Dans la vision de la CGIL, la nécessité d'une autonomie syndicale africaine rejoint la théorie des voies nationales vers le socialisme selon laquelle chacun a le droit de développer le socialisme selon ses propres besoins et conditions. Cette position se heurte à l'hostilité de la CGT et des syndicats du camp socialiste, réfractaires à cette idée³⁹.

Au milieu des années 1960, les changements internationaux et les évolutions du mouvement communiste modifient la perception des Italiens. En 1964, le Ghanéen John Tettegah – secrétaire général du Trade Union Congress (TUC) – prend la tête de l'USPA à la place du Marocain Majhoub Ben Seddik. Silvano Levvero entame avec lui une correspondance et l'invite en Italie. Entre 1963 et 1964, Giovannini et Antonio Lettieri se rendent au Ghana pour rencontrer Tettegah, mais les rapports avec les Ghanéens sont entachés de malentendus. La visite de Lettieri se solde d'ailleurs par un échec : « Avec les Costadoriens [Ghanéens], il n'y a rien à faire », écrit-il, considérant qu'ils sont trop éloignés des conceptions socialistes⁴⁰. La direction du TUC participe d'une tradition syndicale plus proche des Britanniques que des syndicats confédéraux français ou italiens. Les organisations britanniques dont le syndicat ghanéen est issu sont, selon Lettieri, de plus en plus déconnectées de la politique et pâtissent de l'absence d'une organisation confédérale capable de donner la parole aux masses travailleuses. Ces différences de conception syndicale posent des problèmes de communication tant avec la CGIL qu'avec les membres francophones de l'USPA. L'influence « travailliste » aurait, selon Lettieri, fait du syndicat ghanéen un simple agent de négociation qui ne remplit pas de tâches politiques et n'a pas pour objectif de lutter contre l'impérialisme ni de constituer un instrument de conscientisation des masses laborieuses. Lettieri décide donc de se rendre à Conakry et à Bamako, accompagné de Mamady Kaba de la CNTG et de Mamadou Sissoko de l'UNTM, interlocuteurs privilégiés avec lesquels il se sent plus d'affinités⁴¹.

L'USPA perd alors progressivement son rôle stratégique aux yeux de la CGIL. Tout au long de la décennie, l'UNTM et la CNTG soutiennent les initiatives italiennes au sein de la FSM. Mais la marginalisation de ces positions dans le contexte international et le « danger maoïste » font évoluer le point de vue de la CGIL. La phase de la « révolution nationale » doit désormais laisser la place à celle de la « révolution sociale », afin que soient redistribuées les richesses encore aux mains des nouvelles classes dirigeantes⁴². Le rôle du syndicat est alors de s'adapter à cette transition, de promouvoir une réforme agraire et de permettre la participation des travailleurs à l'édification d'une nouvelle société⁴³. En outre, les expériences considérées comme les plus prometteuses perdent de leur attrait aux yeux des Italiens en raison de leur subordination aux pouvoirs en place et de l'échec des politiques socialistes des États africains. C'est le cas au Mali où l'UNTM est, pour les Italiens, de plus en plus associée à un socialisme incomplet, tendant vers le maoïsme⁴⁴. Les Italiens commencent à analyser la situation des pays progressistes d'Afrique de l'Ouest comme des révolutions inachevées.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ CGIL, AC, b. 190, f. 15, texte de la Charte de Casablanca, 1961 ; FG, APCI, Mf 0484, 1418-1446, P. Tagliazucchi, annotations sur la situation syndicale internationale, 23 avril 1961.

⁴⁰ CGIL, AC, b. 22, f. 20, lettre de Lettieri à Levvero, 12 avril 64.

⁴¹ CGIL, AC, b. 22, f. 20, correspondance entre Tettegah et Levvero, 1963-1964.

⁴² FG, APCI, Mf. 545, 2008-16, Relazione di Romano Ledda su un suo viaggio in Africa – marzo/aprile 1967.

⁴³ FG, APCI, Mf 484, 1593, Gli sviluppi del processo d'indipendenza politica ed economica dei paesi coloniali di recente liberazione e sottosviluppati, matériel de A. Novella pour une modification des résolutions du V^e Congrès FSM, 1961.

⁴⁴ FG, APCI, Mf. 545, 2008-16, Relazione di Romano Ledda ; Rillon Ophélie (2017), « Abolir la gérontocratie patriarcale ! Une

Mobilité et solidarité : les syndicats et la lutte armée

Les relations entre syndicalistes italiens et africains sont souvent liées à des questions idéologiques, mais les documents montrent aussi la fonction pratique jouée par la CGIL dans les contacts avec le camp socialiste. Il ne s'agit pas seulement d'une médiation culturelle et politique, mais aussi d'une véritable organisation logistique des déplacements des syndicalistes africains vers l'Europe de l'Est. Grâce à sa position géographique, au centre de la Méditerranée et à la frontière avec l'Europe communiste, l'Italie devient le lieu d'atterrissage privilégié de ceux qui souhaitent franchir le Rideau de fer. La situation politique italienne y contribue fortement car le Parti communiste y est le plus important d'Occident et les forces sociales y sont étroitement liées au mouvement ouvrier. Le PCI et la CGIL sont à la tête d'un réseau de contacts avec les pays de l'Europe de l'Est. Le gouvernement chrétien-démocrate a par ailleurs établi des relations avec l'URSS, officialisées par le voyage du Président de la République Giovanni Gronchi à Moscou, en février 1960⁴⁵. La normalisation des relations diplomatiques entre l'Italie et l'URSS s'accompagne de l'édification de relations avec les pays d'Afrique et du bassin méditerranéen par les exécutifs démocrates-chrétiens⁴⁶. Cette horizontalité des relations internationales est confirmée par l'installation de l'ambassade de la République de Guinée pour l'Europe occidentale à Rome en 1959⁴⁷.

Pour les syndicalistes africains inspirés par le socialisme et le panafricanisme, le voyage dans les pays du camp socialiste revêt une dimension pédagogique. À l'occasion de ces tournées leur sont montrés le modèle du syndicat dans les pays communistes, ainsi que les projets de développement et la morphologie des sociétés socialistes. L'aspect empirique de la formation syndicale, associé à la dimension politique des relations internationales, accorde une importance fondamentale au voyage. Ces déplacements permettent enfin aux syndicalistes africains de participer aux rencontres et conférences internationales, et participent ainsi de leur connexion au contexte mondial⁴⁸.

Cependant, de nombreux syndicats progressistes africains sont clandestins ou liés à l'opposition dans leur propre pays. Dans ces cas de figure, les déplacements sont difficiles et la traversée du Rideau de fer est rendue encore plus compliquée en raison de l'impossibilité d'obtenir des visas ou des passeports. L'Italie constitue une étape nécessaire pour résoudre des situations administratives⁴⁹.

Le syndicat au Cameroun et la lutte pour l'indépendance nationale

Le rôle que les syndicats africains sont censés jouer dans la lutte anti-impérialiste est l'objet de conflit entre la CGIL, la FSM et la Confédération générale kamerunaise du travail (la CGKT). Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Cameroun, ancienne colonie allemande, passe sous mandat de l'Onu et est divisé en une partie sous tutelle française et une autre, plus petite, administrée par les Britanniques. L'Union des populations du Cameroun (UPC), créée en 1948 et proche du PCF, se fixe d'emblée l'objectif de l'indépendance. À la question de la libération nationale s'ajoute celle de la réunification d'un territoire sans réelle cohésion, mais que l'UPC considère comme faisant partie d'une grande communauté cosmopolite. En dépit de ses liens déclarés avec le nationalisme africain, l'UPC manifeste à plusieurs reprises une forte inspiration marxiste. Son aile gauche entre en clandestinité en s'engageant dans la guérilla et sa position l'emporte rapidement sur celle des modérés, provoquant plusieurs ruptures dans l'unité du parti. L'implosion de l'UPC est alors à l'image des tensions idéologiques entre pro-soviétiques et pro-maoïstes dans les années 1960⁵⁰.

révolution maoïste au Mali ? (1966-1968) », in L. Bantigny, F. Bugnon, F. Gallot (dir.), « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 67-76.

⁴⁵ Bagnato Bruna (2003), *Prove di Ostpolitik. Politica ed economia nella strategia italiana verso l'Unione Sovietica, 1958-1963*, Florence, Leo S. Olschki.

⁴⁶ EL Houssi Leyla (2021), *L'Africa ci sta di fronte. Una storia italiana : dal colonialismo al terzomondismo*, Rome, Carocci ; Bini Elisabetta (2013), *La potente benzina italiana. Guerra fredda e consumi di massa tra Italia, Stati Uniti e Terzo mondo (1945-1973)*, Rome, Carocci.

⁴⁷ Decreto del Presidente della Repubblica, 5 décembre 1959, <https://www.normattiva.it/eli/id/1960/04/15/059U1382/ORIGINAL> [dernier accès 21 octobre 2024].

⁴⁸ Katsakioris C., « Transferts Est-Sud... », art. cité.

⁴⁹ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo, 1960-65, Correspondance entre la CGIL (Tagliazucchi, Levrero) et l'UNTC (Muthombo), août-septembre 1960 ; ADSSD, FSM, b. 994, correspondance entre N'Gom et la FSM (Casadei-Grassi), 1961.

⁵⁰ Joseph Richard (1986), *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC (1946-1958)*, Paris, Karthala.

Ces controverses se reflètent également dans le mouvement syndical camerounais, étroitement lié à l'UPC. En 1958-1959, le principal syndicat, la CGKT, est divisé entre ceux qui aspirent à rejoindre une organisation panafricaine autonome et ceux qui souhaitent rester en lien avec la FSM. Des clivages apparaissent également entre ceux qui prônent une confrontation violente avec les autorités et ceux qui veulent développer un combat politique au sein des institutions⁵¹. Parmi ces derniers, le secrétaire général de la CGKT, Jacques N'Gom, entretient des relations très étroites avec les syndicalistes européens et en particulier avec les Italiens. Il est également membre du Comité directeur de l'UPC jusqu'en 1956, date de son excommunication par les dirigeants camerounais en raison de sa décision de participer aux élections territoriales boycottées par son parti. Fin 1958, le bras de fer s'engage, avec des accusations réciproques de double jeu et de complicité avec les forces colonialistes. N'Gom est officiellement exclu de l'UPC en janvier 1959, mais cette décision est fortement contestée par la FSM dont le syndicaliste camerounais est un interlocuteur privilégié. Les dirigeants de l'UPC en exil au Caire justifient cette expulsion dans une lettre à la FSM où ils accusent les Soviétiques et les Français de paternalisme⁵². En février 1960, après une réunion avec les dirigeants de l'UPC et des syndicats, le chef de la section étrangère du PCI, Giuliano Pajetta, rapporte que l'effort de N'Gom et des syndicalistes de la CGIL pour créer un syndicat anti-impérialiste unifié au Cameroun a échoué en raison des pressions anti-FSM exercées par certains de ses anciens camarades. Les divisions du front anticolonial camerounais convainquent les dirigeants italiens que la ligne de N'Gom est la seule qui puisse favoriser l'unité syndicale au Cameroun. N'Gom reste en contact avec la FSM tout au long de l'année 1961 grâce à une correspondance avec les Italiens Giuseppe Casadei et Luigi Grassi. Ceux-ci s'engagent à faciliter ses déplacements en Europe⁵³.

Malgré l'affaire N'Gom, la CGKT décide en février 1959 de se dissoudre et d'adhérer à l'UGTK, l'Union générale des travailleurs kamerunais, une centrale unitaire visant l'adhésion à l'UGTAN. Grâce à la contribution de Mayoa Beck, responsable des relations extérieures de la CGKT, cette organisation entretient d'excellentes relations avec la CGIL. Mayoa Beck lui-même se rend à Rome à plusieurs reprises en 1959 pour rencontrer le secrétaire général Agostino Novella et obtenir de lui des fonds et du matériel de propagande. La CGIL se félicite de la décision de la CGKT d'adhérer au syndicat unifié qui rassemble, d'après elle, toutes les forces sociales progressistes du pays. Néanmoins, l'expulsion de N'Gom de l'UPC déclenche une réaction en chaîne, entraînant la fin de l'unité syndicale dès 1959, la renaissance de la CGKT et l'échec d'un accord entre l'UPC et d'autres forces politiques. En février 1960, ces ruptures sont déjà consommées, mais Mayoa Beck se rend à nouveau à Rome pour rencontrer Agostino Novella et Silvano Levrero. Lorsqu'il essaye de rentrer au Cameroun par le Cameroun britannique, il est arrêté par les autorités locales qui l'accusent de sédition. Dans une lettre adressée à Novella, Mayoa Beck remercie la CGIL d'avoir fait pression pour sa libération, qui aura lieu en juin 1960⁵⁴.

Les contacts de la CGIL avec la CGKT concernent également ses fédérations agricoles, que la CGIL considère comme fondamentales pour le développement du mouvement syndical en Afrique. Silvano Levrero a l'occasion de rencontrer Guy Mbock, cadre de la fédération agricole camerounaise, au cours de l'été 1960, lors de son escale à Rome sur le chemin de Bucarest⁵⁵.

Entre 1960 et 1962, de nouvelles divisions au sein de l'UPC et de la CGKT déstabilisent les relations avec la CGIL. D'une part, l'aile N'Gom décide de maintenir son affiliation à la FSM, en conflit avec l'aile liée à l'UPC. D'autre part, l'UPC elle-même est en proie à des luttes intestines qui, après l'assassinat du leader Félix Moumié, conduisent à un affrontement entre les factions d'Ernest Ouandié et d'Abel Kingue. La situation extrêmement fragmentée éloigne de la question camerounaise la CGIL, convaincue que les conditions ne sont pas propices à une action victorieuse : c'est-à-dire la lutte des masses pour l'indépendance réelle⁵⁶.

⁵¹ Epee Ekwalla Joseph (2009), *Les syndicats au Cameroun : genèse, crises et mutations*, Paris, L'Harmattan.

⁵² CGIL, AC, b. 22, f. 9, Cameroun, lettre ouverte de l'UPC à la FSM, 29 janvier 1959.

⁵³ FG, APCI, Mf. 474, 857, G. Pajetta au secrétariat à propos de la visite de F. R. Moumié et E. Ouandié, 9 février 1960 ; ADSSD, FSM, b. 994, correspondance entre N'Gom et la FSM (Casadei-Grassi), 1961.

⁵⁴ CGIL, AC, b. 22, f. 9, Cameroun, 1959-1961, correspondance entre M. Beck (CGTK) et la CGIL, 1959.

⁵⁵ CGIL, AC, b. 22, f. 9, Cameroun, 1959-1961, lettre du secrétaire de la fédération des travailleurs agricoles (CGKT) à S. Levrero, 13 juillet 1960.

⁵⁶ ADSSD, FSM, b. 994, correspondance entre N'Gom et la FSM (Casadei-Grassi), 1961 ; Joseph R., *Le mouvement...*, op. cit.

Unité syndicale et lutte anti-impérialiste dans l'ex-Congo belge

La situation dans l'ex-Congo belge et la crise ouverte avec le coup d'État contre Lumumba et son assassinat en 1961 influencent le jugement de la CGIL sur les syndicats congolais⁵⁷. Grâce aux campagnes d'information conduites par le PCI et la CGIL, l'opinion publique italienne se mobilise en faveur des forces lumumbistes. La presse communiste dénonce la responsabilité des impérialistes américains dans la déstabilisation du pays, aidés par les « réactionnaires du monde entier⁵⁸ ». Les syndicalistes de la CGIL sont attentifs au poids de la Guerre froide au Congo, pays qu'ils considèrent comme étant une plaque tournante des complots réactionnaires internationaux. Cette perception est renforcée par les positions des néofascistes italiens qui soutiennent Moïse Tschombé, l'assassin de Lumumba. Les manifestations contre la visite de Tschombé à Rome en 1964 aboutissent à des affrontements entre militants de droite et de gauche et avec la police⁵⁹.

L'image du Congo au cœur des enjeux mondiaux influence les relations de la CGIL avec les syndicats du pays. La CGIL est en contact étroit avec l'Union nationale des travailleurs du Congo (UNTC), un syndicat à tendance lumumbiste. Des relations très amicales se nouent entre les deux dirigeants de l'UNTC, Valentin Muthombo (secrétaire général) et Zakarie Kamina, ainsi qu'avec Tagliazucchi et Levrero. Grâce aux volumineux dossiers de correspondance conservés dans les archives de la CGIL⁶⁰, il est possible de reconstituer les rapports politiques et personnels entre syndicalistes italiens et congolais. Les premières missives datent de l'été 1960, peu après l'indépendance du Congo, mais semblent faire suite à des rencontres et à des lettres antérieures. Selon une missive de décembre 1960, les quatre dirigeants s'étaient déjà rencontrés à Conakry et à Accra. Après l'arrestation de Lumumba en décembre, la CGIL s'implique directement dans l'aide aux syndicalistes congolais. Entre fin 1960 et janvier 1961, Tagliazucchi invite une délégation de l'UNTC à Rome, en vue du départ des Congolais pour Pékin. Cette invitation a pour but d'établir le centre logistique des militants congolais en Italie, surtout après que Muthombo ait exprimé son désir de faire de Rome le « terminus Europe pour poursuivre le voyage » dans les pays socialistes⁶¹. Les escales romaines des dirigeants de l'UNTC se succèdent : les visas demandés par les Italiens permettent aux Congolais de se rendre en Chine, à Tirana, à Prague, à Varsovie et en URSS, de participer à diverses réunions internationales et à des écoles de formation. Mais les séjours italiens servent aussi à renforcer les liens et la collaboration avec la CGIL qui finance l'hébergement et la nourriture des délégués et envoie au Congo du matériel de papeterie et de propagande⁶².

Les relations politiques et l'amitié entre les dirigeants syndicaux italiens et congolais se renforcent, au point que le ton de la correspondance devient intime. Les dirigeants italiens parlent tous le français, langue largement utilisée dans les communications du mouvement syndical, ce qui favorise l'établissement de relations personnelles. Cependant, la proximité de l'UNTC avec le mouvement ouvrier international accroît la répression à son encontre de la part de l'État congolais. Au moment de la création de l'USPA, au printemps 1961, le Congo est secoué par plusieurs grèves. Muthombo, directement impliqué, est arrêté et ne peut participer à la Conférence syndicale panafricaine qui se tient à Casablanca. Informée de l'arrestation du leader congolais, la CGIL lance une campagne de solidarité comprenant des articles de presse, des manifestations et des protestations officielles auprès des délégations diplomatiques. Malgré la répression, l'UNTC continue d'envoyer des délégations à Rome et les deux syndicats s'accordent sur la nécessité de désaffilier les syndicats africains des centrales internationales afin qu'ils rejoignent des plates-formes panafricaines. L'UNTC s'engage sur la voie de l'adhésion à l'USPA en tentant une stratégie unitaire avec les autres syndicats du Congo. Cependant, Muthombo ne fait pas confiance à la Confédération des syndicats libres du Congo (CSLC), membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qu'il considère comme étant manipulée par les impérialistes. Levrero écrit alors à « mon cher Valentin [Muthombo] » pour être tenu informé des difficultés de leurs tentatives d'unité. Il lui garantit le soutien logistique et politique de la CGIL et, si le

⁵⁷ Voir le numéro 5 de la RHCA consacré à cette page de l'histoire et à la mémoire globale de Lumumba : Dikizeko Elisabeth et Ramondy Karine (dir.) (2024), « Global Lumumba. Retours sur la construction d'une icône internationale », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, 5, p. 1-16.

⁵⁸ « I carnefici di Lumumba e dei suoi compagni non osano dire dove fu commesso il crimine », *L'Unità*, 14 février 1961 ; « I colonialisti scatenano la guerra in Katanga », *L'Unità*, 6 décembre 1961 ; Romano Ledda, « Unità dell'Africa e lotta anticoloniale », *Rinascita*, 11, novembre 1960.

⁵⁹ Namikas Lise (2013), *Battleground Africa : Cold War in the Congo, 1960-1965*, Stanford, Stanford University Press ; « Roma da tre giorni grida "Via Ciombé" ! », *L'Unità*, 12 décembre 1964.

⁶⁰ Deux dossiers composés d'une centaine de lettres pour la période 1960-1962 et d'une cinquantaine pour la période 1964-1965.

⁶¹ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, Correspondance entre la CGIL (Tagliazucchi, Levrero) et l'UNTC (Muthombo), août-septembre 1960.

⁶² *Ibid.*

syndicat italien manque de fonds pour organiser des cours de formation syndicale pour les militants congolais en Italie, il offre un séjour prolongé à Rome à un stagiaire et à une délégation d'étudiants de l'UNTC⁶³.

La délégation d'étudiants congolais séjourne à l'école syndicale de la CGIL à Ariccia, et part ensuite pour Bernau, où se trouve l'école de la Freie Deutsche Gewerkschaftsbund (FDGB), le syndicat de la République démocratique allemande (RDA)⁶⁴. Ce dernier demande à la CGIL d'intervenir pour faciliter l'arrivée des Congolais, propose des visas d'études et se porte garant de leur séjour auprès des institutions italiennes. Valentin Muthombo, Zakarie Kamina, Hillard Diakanua et d'autres dirigeants congolais arrivent en Italie en septembre 1961 avec les étudiants. Ils informent Levrero, Lettieri et Tagliazucchi de leur intention de créer une centrale syndicale unitaire, la Confédération générale du travail du Congo (CGTC), d'inspiration panafricaniste et non affiliée à des centrales internationales. Muthombo est hébergé chez Tagliazucchi et la délégation d'étude reste à Rome jusqu'à fin novembre. À l'issue de ce séjour, la CGIL accepte confidentiellement d'envoyer 5 000 francs par semaine pour l'impression de l'hebdomadaire de l'UNTC, 4 000 francs français par mois pour la rémunération de deux travailleurs subordonnés, 1 800 francs par semaine pour l'impression, la papeterie et l'affranchissement du bulletin interne destiné aux militants du syndicat congolais, et 10 000 francs par mois pour le personnel administratif. À ces contributions s'ajoutent 1 500 francs par mois pour payer le loyer de deux locaux, 15 000 francs par an pour les frais de téléphone et 2 000 francs par mois pour les factures d'électricité⁶⁵.

À la fin de l'année, Muthombo se rend à nouveau à Rome en tant que secrétaire adjoint de la CGTC, en compagnie du secrétaire général Jean Malhonga-Allias. Tous deux rejoignent Moscou avec la délégation de la CGIL, à l'occasion de la 5^e Conférence syndicale mondiale de la FSM. En janvier 1962, à son retour d'URSS, Muthombo est arrêté par la police italienne à l'aéroport et expulsé du pays. Il a juste le temps d'envoyer une note manuscrite à Tagliazucchi :

Cher ami Pino,

Ne t'ayant pas vu à l'aérogare venant de Moscou, j'ai deviné qu'il se passait quelque chose. [...] La police nous réservait un barrage, un accueil honteux. Refoulés, nous sommes obligés de chercher ailleurs refuge, ne pouvant pas aller à Léo directement faute de moyens [...]. Nous avons choisi Le Caire et dans quelques heures nous nous trouverons en Égypte, abandonnés à nous-mêmes. [...] Fraternellement et adieu. Valentin.⁶⁶

Dans une autre lettre écrite du Caire, Muthombo explique avoir été accusé avec ses camarades d'être complice du meurtre de treize aviateurs italiens à Kindu en novembre 1961, un épisode qui a secoué l'opinion publique italienne⁶⁷. Cependant, compte tenu de l'évolution de la situation au Congo, où le gouvernement de Gizenga à Stanleyville est mis en échec par les forces armées nationales et où la répression s'abat sur les militants progressistes, Muthombo se convainc que Léopoldville a demandé leur extradition. Ne pouvant l'accorder, le gouvernement italien avait préféré les expulser⁶⁸. Tous les effets personnels du leader congolais restent en Italie : la CGIL en renvoie certains à Léopoldville (ayant manifestement appris trop tard le séjour égyptien de Muthombo), d'autres restent chez Tagliazucchi. La CGIL proteste officiellement auprès du gouvernement italien⁶⁹.

Si Muthombo reste au Caire, ses camarades rentrent au Congo en mai 1962, alors que les tensions semblent s'être apaisées. Leur retour coïncide avec l'entrée concrète de l'UNTC dans la CGTC. La nouvelle union confédérale prône ouvertement l'autonomie syndicale et l'adhésion à l'USPA, suscitant la sympathie des Italiens. Dans une note envoyée à la CGIL, Muthombo et Malhonga-Allias écrivent que la nécessité de rester attaché à une centrale internationale « n'est qu'une des conséquences multiples du développement du

⁶³ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, correspondance entre la CGIL et l'UNTC, novembre 1961.

⁶⁴ Burton Eric, Harisch Immanuel (2023), « The Missing Link ? Western Communists as Mediators Between the East German FDGB, the World Federation of Trade Unions (WFTU), and African Trade Unions in the Late 1950s and Early 1960s », *International Labor and Working-Class History*, 103, pp. 292-311.

⁶⁵ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, correspondance entre la CGIL et la UNTC, novembre 1961.

⁶⁶ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, lettre de Muthombo à Tagliazucchi, 7 janvier 1962.

⁶⁷ Siracusano Gabriele (2022), « La lutte armée au Congo et au Cameroun. Un acteur inattendu : le Parti communiste italien », *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, 21, pp. 139-160 ; Rognoni Maria Stella (2003), *Scacchiera congolese. Materie prime, decolonizzazione e guerra fredda nell'Africa dei primi anni Sessanta*, Florence, Polistampa ; Camera dei deputati, *Seduta di venerdì 17 novembre 1961*. En ligne, consulté le 31 juillet 2024. URL : <https://legislature.camera.it/dati/leg03/lavori/stenografici/sed0541/sed0541.pdf>.

⁶⁸ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, lettre de Muthombo à Tagliazucchi, 12 mars 1962.

⁶⁹ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, correspondance entre Muthombo, Tagliazucchi et Levrero, 9-11 janvier 1962.

syndicalisme dans le cadre du système colonial dont les valeurs dominantes ont étroitement marqué les démarches de nos premiers syndicalistes⁷⁰ ». Selon cette perspective, le syndicalisme congolais n'est pas né d'une prise de conscience des populations locales, mais a été implanté par les Belges. Ces derniers voulaient empêcher les travailleurs congolais d'acquiescer une « conscience de classe qui [aurait] révélé aux travailleurs [...] l'exploitation dont ils étaient l'objet [...] ». Les syndicats belges visaient à prévenir la conscience nationale, qui est la transposition au niveau des pays colonisés, de la conscience de classe⁷¹ [...]. Pour les deux syndicalistes congolais, les conditions particulières du Congo, qui « doit encore s'organiser pour devenir une nation » et ne dispose pas encore d'un secteur industriel moderne, obligeraient le mouvement syndical à réaffirmer une identité nationale libérée des impositions coloniales et des divisions de la Guerre froide.

Les voyages des dirigeants congolais en Europe de l'Est reprennent après l'été 1962, toujours en passant par l'Italie. En septembre, Muthombo rentre à Léopoldville et en octobre, Kamina se rend à Rome et à Berlin. Une dizaine de jeunes militants syndicaux congolais, grâce à un visa d'études, séjournent pendant trois mois à l'université pour étrangers de Pérouse, aux frais de la CGIL⁷². Cependant, au cours de l'automne, des divisions irréconciliables apparaissent au sein de la CGTC et mettent à mal son unité. La CGIL reçoit des lettres de l'UNTC décrivant la CGTC comme un syndicat « tribal ». De son côté, l'UNTC est accusée de vouloir profiter du financement de la FSM.

Lorsque l'UNTC se détache de la CGTC au cours de l'automne-hiver 1962, les Italiens prennent leurs distances. Une fois de plus, la CGIL condamne le factionnalisme et plaide pour l'unification des forces démocratiques contre la réaction. À ses yeux, la CGTC représente la plateforme unitaire la plus forte, la seule manière de contrer le régime congolais. Les liens amicaux avec Muthombo s'affaiblissent fortement⁷³.

Néanmoins, les relations avec la CGTC restent fortes, notamment grâce au réseau de contacts avec la FSM. Malongha-Allias et d'autres dirigeants se rendent à plusieurs reprises à Rome, première étape de leurs voyages en Europe de l'Est et en Chine (une douzaine de fois de 1962 à 1965). Lors de ces voyages, les dirigeants congolais demandent souvent une aide matérielle et financière aux Italiens, qui ne parviennent à satisfaire qu'une petite partie des demandes, notamment l'envoi de matériel de papeterie. La CGIL et la FSM collaborent avec la CGTC pour organiser des formations techniques et les dirigeants africains rendent compte de leurs progrès dans la lutte pour les droits des travailleurs et contre le régime de Léopoldville. La stratégie consiste à obtenir une marge de manœuvre au sein des entreprises, qui permettrait aux syndicats d'organiser des initiatives et d'exercer une influence sur la direction. Ils souhaitent également se voir accorder une reconnaissance officielle par les autorités congolaises, hostiles aux libertés syndicales. En effet, en 1962 et 1965, la guérilla lumumbiste semble vaincue et – aux yeux de la CGIL – le travail syndical au Congo doit prendre une dimension nationale et de masse pour contrer le régime. Cependant, Malongha-Allias lui-même reconnaît avoir dû fonder sa stratégie syndicale sur les réalités régionales du pays, contredisant ses déclarations anti-ethniques et révélant la réalité composite du Congo⁷⁴.

L'ouverture de la CGIL aux syndicats africains s'inscrit dans une stratégie qui considère les syndicats des pays anciennement colonisés comme des forces progressistes nécessaires à la construction d'une société nouvelle et libre. Ceux-ci doivent représenter une avant-garde, ancrée dans les réalités locales et échappant aux dogmes idéologiques, dans la transformation de la société coloniale. L'attention des Italiens ne se porte pas sur les identités ouvrières, jugées inadaptées aux sociétés africaines par les syndicalistes de la CGIL, mais sur le travail agricole et l'émergence d'une classe moyenne administrative. La CGIL a ainsi réussi à se tailler une place privilégiée parmi les interlocuteurs des syndicats ouest-africains. Elle joue un rôle de médiatrice auprès des organisations du camp socialiste et de la République italienne. L'aide logistique concrète apportée aux dirigeants africains en voyage en Europe de l'Est y contribue. Cependant, il est évident que la CGIL joue un double rôle en Afrique. Dans les pays africains progressistes, elle tente de tisser des contacts avec les paysans et la fonction publique pour appuyer leur rôle dans la construction des États socialistes. Dans les pays où les

⁷⁰ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, rapport d'orientation de la CGTC, juin 1962.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, lettre de Muthombo à Tagliacuzzi, 20 septembre 1962 ; correspondance entre l'UNTC et la CGIL, 29 août - 30 octobre 1962.

⁷³ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, lettres de la UNTC, de la CGTC et de la SAMUCO à la CGIL, octobre 1962, mars 1963.

⁷⁴ CGIL, AC, b. 22, f. 10, Congo 1960-65, correspondance entre le bureau international de la CGIL et la CGTC (J. Malongha-Allias), 1962-65 ; Carbone Carlo (2015), *Etnie e guerra fredda. Una storia dell'Africa dei Grandi Laghi*, Pise, ETS.

syndicats proches de la FSM sont réprimés par les autorités, les Italiens fournissent une aide concrète aux militants et plaident pour la mise en œuvre d'une action unitaire.

Au fil des années 1960 cependant, la subordination de nombreux syndicats africains aux régimes de leurs pays, leur isolement ou leur marginalisation contribuent à modifier la perception de la CGIL. Les coups d'État militaires (Ghana 1966, Mali 1968, etc.), les échecs économiques et le sous-développement convainquent les dirigeants de la CGIL qu'un changement structurel est nécessaire pour libérer véritablement le continent et l'orienter vers le socialisme.

Le point de vue de la CGIL met donc en lumière les différentes visions du syndicalisme communiste concernant le rôle des syndicats dans les pays libérés du colonialisme. Mais la coopération syndicale entre les Italiens et leurs collègues africains révèle aussi la volonté de la CGIL de construire ses propres relations internationales indépendamment de la FSM. Cela lui permet de renforcer sa position au sein du mouvement syndical international. Ce point de vue est également partagé par les interlocuteurs africains qui, dans leur correspondance, apprécient les positions de la CGIL. Ils sont toutefois conscients des limites interprétatives des Italiens concernant la situation africaine, car la CGIL semble encore trop liée à des conceptions politiques et sociales eurocentrées.

Gabriele Siracusano

Université de Trente (Italie)

Bibliographie

- ASQUER Enrica (2011), *Storia intima dei ceti medi. Una capitale e una periferia nell'Italia del miracolo economico*, Rome-Bari, Laterza.
- BAGNATO Bruna (2003), *Prove di Ostpolitik. Politica ed economia nella strategia italiana verso l'Unione Sovietica, 1958-1963*, Florence, Leo S. Olschki.
- BINI Elisabetta (2013), *La potente benzina italiana. Guerra fredda e consumi di massa tra Italia, Stati Uniti e Terzo mondo (1945-1973)*, Rome, Carocci.
- BLUM Françoise, KIRIAKOU Héloïse, MOURRE Martin, BASTO Maria-Benedita, GUIDI Pierre, PAUTHIER Céline, RILLON Ophélie, ROY Alexis et VEZZADINI Elena (dir.) (2021), *Socialismes en Afrique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme.
- BLUM Françoise (2013), « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'Université ouvrière africaine, 1960-1965 », *Revue historique*, 3, pp. 661-669.
- BURTON Eric, HARISCH Immanuel (2023), « The Missing Link ? Western Communists as Mediators Between the East German FDGB, the World Federation of Trade Unions (WFTU), and African Trade Unions in the Late 1950s and Early 1960s », *International Labor and Working-Class History*, 103, pp. 292-311.
- COOPER Frederick (1996), *Decolonization and African Society. The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DEL BIONDO Ilaria (2006), « Dalla caduta del fascismo al centro-sinistra (1944-1962). La politica sindacale del pubblico impiego », in P. Iuso (dir.), *La sindacalizzazione del pubblico impiego : dalle origini delle rappresentanze alla funzione pubblica Cgil*, Rome, Ediesse, pp. 291-330.
- DEWITTE Philippe (1981), « La CGT et les syndicats d'Afrique occidentale française (1945-1957) », *Le mouvement social*, 117, pp. 3-32.
- EL HOUSSEI Leyla (2021), *L'Africa ci sta di fronte. Una storia italiana : dal colonialismo al terzomondismo*, Rome, Carocci.
- EPEE EKWALLA Joseph (2009), *Les syndicats au Cameroun : genèse, crises et mutations*, Paris, L'Harmattan.
- FALL Babacar (2006), « Le mouvement syndical en Afrique occidentale francophone. De la tutelle des centrales métropolitaines à celle des partis nationaux uniques, ou la difficile quête d'une personnalité (1900-1968) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 84(4), pp. 49-58.

- GIANFAGNA, Andrea (dir.) (2007), *Gli uomini e le donne della CGIL. Le Segreterie confederali, delle Federazioni nazionali di categoria, delle CGIL regionali, delle Camere del Lavoro*, Rome, Ediesse.
- GUEYE Omar (2011), *Sénégal : histoire du mouvement syndical – La marche vers le Code du travail*, Paris, L'Harmattan.
- JOSEPH Richard (1986), *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC (1946-1958)*, Paris, Karthala.
- KATSAKIORIS Constantin (2007), « Transferts Est-Sud. Échanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante », *Outre-Mers*, 94(354), pp. 83-106.
- LORENZINI Sara (2019), *Global Development : A Cold War History*, Princeton, Princeton University Press.
- LORETO Fabrizio, PEPE Adolfo (2017), *Storia della CGIL. Dalle origini ad oggi*, Rome, Futura.
- NAMIKAS Lise (2013), *Battleground Africa : Cold War in the Congo, 1960-1965*, Stanford, Stanford University Press.
- PAUTHIER Céline (2016), « Indépendance, nation, révolution : les enjeux du “complot des enseignants” de 1961 en Guinée », in F. Blum, P. Guidi et O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 31-56.
- PONS Silvio (2021), *I comunisti italiani e gli altri. Visioni e legami internazionali nel mondo del Novecento*, Turin, Einaudi.
- RILLON Ophélie (2017), « Abolir la gérontocratie patriarcale ! Une révolution maoïste au Mali ? (1966-1968) », in L. Bantigny, F. Bugnon, F. Gallot, « *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?* » *Le genre de l'engagement dans les années 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 67-76.
- RILLON Ophélie et SMIRNOVA Tatiana (2017), « Quand des Maliennes regardaient vers l'URSS (1961-1991). Enjeux d'une coopération éducative au féminin », *Cahiers d'études africaines*, 226, pp. 331-354.
- ROGNONI Maria Stella (2003), *Scacchiera congolese. Materie prime, decolonizzazione e guerra fredda nell'Africa dei primi anni Sessanta*, Florence, Polistampa.
- SIRACUSANO Gabriele (2022), « La lutte armée au Congo et au Cameroun. Un acteur inattendu : le Parti communiste italien », *Monde(s). Histoire, espaces, relations*, 21, pp. 139-160.
- THIAM Iba Der (1993), *Histoire du mouvement syndical africain : 1790-1929*, Paris, L'Harmattan.
- WESTAD Odd Arne (2006), *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press.